

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES,
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Bureau de l'environnement et de la protection des espaces

Installations classées pour la
protection de l'environnement

AUTORISATION
SARL Ets BRONGNIART
à CHOLET

D3 - 2005 - n° 390

ARRETE

**Le Préfet de Maine-et-Loire,
Officier de la Légion d'honneur,**

Vu le code de l'environnement, notamment son livre V ;

Vu le décret du 20 mai 1953 modifié relatif à la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

Vu la demande formulée par Monsieur le Gérant de la SARL Ets BRONGNIART, dont le siège social est situé 24-28 rue Pierre et Marie Curie à CHOLET, afin de procéder à l'extension d'une station de transit de déchet industriels banals et assimilés, situé à la même adresse ;

Vu les plans annexés au dossier ;

Vu l'arrêté prescrivant l'enquête publique à laquelle il a été procédé du jeudi 26 août 2004 au samedi 25 septembre 2004 inclus sur la commune de CHOLET ;

Vu les certificats de publication et d'affichage ;

Vu la délibération du conseil municipal de CHOLET ;

Vu l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu les avis du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, du directeur départemental de l'équipement, du directeur départemental des services d'incendie et de secours, du chef de centre de l'institut national des appellations d'origine et du directeur régional des affaires culturelles ;

Vu l'arrêté de prolongation de délai à statuer du 25 janvier 2005 ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées du 8 mars 2005 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa séance du jeudi 26 mai 2005 ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.512.3 du titre 1^{er} du livre V du Code de l'environnement, les conditions jugées indispensables pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 512.1, les moyens d'analyses et de mesures et les moyens d'interventions en cas de sinistre sont fixés par l'arrêté d'autorisation

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du titre 1^{er} du livre V du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant les propositions de l'exploitant pour maîtriser les risques incendie induits par les dépôts de matières combustibles.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E :

Article 1 Autorisation d'exploiter

La société **Ets BRONGNIART** dont le siège social est situé 24-28 rue Pierre et Marie Curie à CHOLET (49300), est autorisée à poursuivre et étendre, à la même adresse, une station de transit de Déchets Industriels Banals et assimilés sous réserve de respecter les dispositions du présent arrêté.

Les installations sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Rubriques	Activités	A/D	Capacité
98 bis	Dépôt et atelier de triage de matières usagées à base de caoutchouc Installé à moins de 50 m d'un bâtiment habité ou occupé par des tiers dont la quantité entreposée est supérieure à 150 m ³	A	500 m ³
167 – a)	Station de transit de déchets industriels	A	900 t/an
322 – a)	Station de transit de déchets triés , à l'exclusion des déchetteries mentionnées à la rubrique 2710, d'ordures ménagères et autres résidus urbains		
1510 – 2	Entrepôt couvert Volume des bâtiments compris entre 5 000 et 50 000 m ³	D	22 000 m ³ 650 t (MC)
2661 – 2 b)	Broyage de matières plastiques Capacité comprise entre 2 et 20 t/j	D	3 t/j
2663 – 1 b)	Stockage de matières plastiques (produits finis) Volume compris entre 200 et 2 000 m ³	D	1900 m ³

Article 2 Caractéristiques des installations

L'établissement a pour activité principale la récupération (collecte, transit, conditionnement...) de sous-produits des industries de la chaussure pour alimenter les filières de valorisation (fabricants de chaussures, cordonniers, maroquiniers, selliers, régénérateurs de déchets, caoutchoutiers...) comprenant :

- les excédents (lots déclassés ou non utilisés) de matières premières : cuirs, tissus, synthétiques, fermetures métalliques et nylons, accessoires divers... ;

- les déchets de fabrication : PVC, déchets de cuir et de tissus, formes plastiques (polyéthylène) et accessoires divers.

Pour cela, la société BRONGNIART exploite deux bâtiments distincts d'une surface bâtie de 3 100 m² (22 000 m³) pour l'entreposage de 800 t (2 600 m³) de matières combustibles avec les stockages extérieurs. Le bâtiment d'origine de 1 400 m² abrite également les bureaux et l'atelier de broyage.

L'exploitant dispose d'un compresseur (15 kW), d'une installation de préparation et de mise en balles, d'un broyeur d'une capacité de 3 t/j et d'une cuve de 600 l de gazole avec son poste de distribution associé pour alimenter les engins de manutention.

Titre I : Conditions générales de l'autorisation

Article 3 Règles de caractère général

3.1 Réglementation de caractère général

Sans préjudice des prescriptions figurant au présent arrêté, sont applicables à l'établissement :

- l'arrêté du 31 mars 1980 du Ministre de l'Environnement et du Cadre de Vie relatif aux installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter un risque d'explosion ;
- les règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 du Ministre de l'Environnement relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées ;
- l'arrêté du 28 janvier 1993 du Ministre de l'Environnement concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées ;
- le décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages ;
- l'arrêté du 23 janvier 1997 du Ministre de l'Environnement relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté du 2 février 1998 du Ministre de l'Environnement relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

3.2 Conformités des installations

Les installations et leurs annexes sont implantées, construites, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant prend toutes les dispositions de manière à limiter les émissions polluantes dans l'environnement, en fonctionnement normal ou accidentel. A cet effet, il privilégie des solutions techniques sûres, la limitation des consommations d'énergie et d'eau, la mise en œuvre de technologies propres, les techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets et la réduction des quantités rejetées.

3.3 **Modification - Abandon de l'exploitation**

Toute modification entraînant des changements notables des éléments du dossier de demande d'autorisation est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.

Toute cessation d'activité d'une installation autorisée au titre du présent arrêté fait l'objet d'une déclaration au préfet au moins un mois avant cette cessation qui comprend le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

Lors de la mise à l'arrêt définitif d'une installation, l'exploitant est tenu d'assurer la remise en état du site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du titre 1er du livre V du Code de l'environnement.

3.4 **Accident - Incident - Pollution**

L'exploitant est tenu de déclarer immédiatement à l'inspection des installations classées tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du titre 1er du livre V du Code de l'environnement.

Les dépenses occasionnées par la lutte contre la pollution et les mesures de restauration du site sont à la charge de l'exploitant.

3.5 **Contrôles et analyses**

En toutes circonstances, l'exploitant est en mesure de justifier du respect des prescriptions fixées au titre du présent arrêté. Les contrôles, analyses, rapports et registres prévus sont archivés pendant une période d'au moins trois ans. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Indépendamment des contrôles explicitement prévus, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de contrôles, prélèvements et analyses spécifiques aux installations et à leurs émissions ou dans l'environnement afin de vérifier le respect du présent arrêté.

Tous les contrôles prévus dans le cadre du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Titre II : Implantation, construction, aménagements, exploitation et entretien

Article 4 Implantation et construction

4.1 Maîtrise des risques

En cas d'incendie de matières combustibles, l'exploitant s'assure que les zones d'effets :

- **mortels** restent maintenues à l'intérieur des limites de propriété de l'établissement ;
- **irréversibles** pour l'homme ne touchent pas de constructions habitées ou occupées par des tiers.

La hauteur des stockages extérieurs (matières premières ou produits conditionnés) est limitée à 3 m. Ils sont écartés des bâtiments d'une distance de 10 m au moins.

L'isolement des différentes installations évite les effets dominos.

Ces dispositions d'isolement sont conservées au cours de l'exploitation.

4.2 Intégration dans le paysage

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour assurer l'intégration paysagère de l'établissement. Les installations, comprenant tant leurs locaux que leurs abords, sont en permanence entretenues, maintenues propres et rangées.

L'établissement est entièrement clos par des clôtures (murs, portails, grillages...) efficaces et résistantes d'une hauteur minimale de 2 m.

L'exploitant aménage les parties non imperméabilisées (merlons en partie arrière, entrée de l'établissement...) avec des arbustes et des espaces verts.

Toutes les bennes de transport et de stockage des sous-produits sont entreposées dans l'enceinte de l'établissement.

4.3 Accès et voies de circulation internes

Les installations comprenant tant leurs **abords** que leurs aménagements intérieurs sont conçues de manière à limiter la propagation d'un sinistre. Elles permettent une intervention rapide et aisée des secours, évitent tout incident ou perte de temps susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens de lutte et facilitent l'évacuation du personnel. Pour cela :

- les **accès** au site présentent un recul suffisant pour que l'entrée et la sortie des véhicules n'exigent pas de manœuvre ;
- une **voie-engin**, d'une largeur minimale de 4 m et maintenue en permanence dégagée, permet le croisement des engins de secours et leur accès à tous les stockages et installations du site ;
- les stockages sont aménagés pour rester accessibles aux engins de secours ;
- l'exploitant fixe des **règles de circulation** à l'intérieur de l'établissement pour éviter d'encombrer la voie-engin et les accès de secours et d'endommager les installations. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par tout moyen approprié ;
- les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation stationnent sans occasionner de gêne sur les voies de circulation et en laissant les accès nécessaires aux pompiers et les issues de secours dégagés ;
- les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne étrangère à l'exploitation (**clôture**, bâtiments fermés). Cette interdiction est signifiée.

4.4 Dispositions constructives

Les **bâtiments** sont conçus de façon qu'en cas d'accident, le personnel puisse prendre, en sécurité, les mesures conservatoires destinées à éviter l'aggravation du sinistre. Leurs éléments de construction présentent les caractéristiques minimales de comportement au feu suivantes :

- sol incombustible et étanche ;
- couverture T 30/1 au moins à l'exception de la surface dédiée à l'éclairage zénithal et aux dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion.

Le **bâtiment existant** dispose de murs périphériques construits en parpaings sur toute sa hauteur.

Les façades du **nouveau bâtiment** (extension) dispose d'un soubassement en parpaings d'une hauteur de 2 m au moins surélevé d'un bardage.

Dans un délai de 6 mois, l'exploitant surélève, en partie Est Sud-Est en vis à vis de la société NICOLL, le soubassement en parpaings jusqu'à une hauteur de 6 m avec isolation coupe-feu de degré 2 heures (recouvrement plâtre...) des structures métalliques sur la même hauteur.

Les **bureaux et locaux sociaux de l'extension** disposent de parois et plafond coupe-feu de degré 2 heures au moins.

Dans les constructions existantes, l'atelier de broyage et son stockage de produits à broyer est isolé du local de stockage des tissus par une paroi en parpaings.

La **clôture** est constituée d'un mur en parpaings ou en plaques de béton d'une hauteur de 2 m environ sauf la partie arrière existante (face à la société NICOLL) qui est grillagée.

Les murs et parois séparatifs coupe-feu résistent aux effets mécaniques de l'incendie et sont étanches aux flammes et aux gaz toxiques. Les percements (passages de gaines...) et les ouvertures (accès, passage de galeries techniques...) effectués dans ces parois sont rebouchés ou munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent.

4.5 Réseaux

Les réseaux ainsi que les tuyauteries et câbles franchissent les voies de circulation sous des ponceaux ou dans des gaines, ou sont enterrés à une profondeur convenable. Ils sont conçus pour résister aux contraintes mécaniques des sols. Ils sont repérés.

Les réseaux, comprenant notamment les secteurs raccordés, les regards, les points de branchement et les canalisations, sont entretenus en permanence et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de garantir leur bon état. Ils sont reportés sur un plan régulièrement mis à jour.

4.6 Appareils, machines et canalisations

Les appareils, machines et canalisations satisfont aux dispositions réglementaires imposées au titre de réglementations particulières (équipements sous pression, appareils de levage et de manutention...) et aux normes homologuées au moment de leur construction ou de toute modification notable. Ceux qui ne sont pas réglementés sont construits selon les règles de l'art.

Les matériaux employés pour leur construction sont choisis en fonction des conditions d'utilisation et de la nature des fluides contenus ou en circulation afin qu'ils ne soient pas sujets à des phénomènes de dégradation accélérée (corrosion, fragilité...).

Les appareils, machines et canalisations font l'objet de mesures de protection adaptées aux agressions qu'ils peuvent subir : chocs, vibrations, écrasements, corrosions, flux thermiques... Les vannes portent leur sens de fermeture de manière indélébile. Ils sont faciles d'accès et repérés par tout dispositif de signalisation conforme à une norme ou une codification usuelle permettant de reconnaître sans équivoque la nature des fluides transportés (plaques d'inscription, code des couleurs).

Article 5 Aménagements et entretiens

5.1 Désenfumage

L'extension comporte en partie haute des dispositifs (matériaux légers fusibles, exutoires...) d'**évacuation des fumées**, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés. Leur Surface Utile d'Evacuation (SUE) est calculée en fonction de la nature des produits entreposés et des dimensions des bâtiments sans être inférieure 1/200^{ième} de leur surface au sol.

Leur ouverture se fait manuellement même s'il existe un système d'ouverture à commande automatique. Les **commandes manuelles** sont regroupées près des issues, facilement accessibles et signalées. Si les commandes d'exutoire sont installées en plusieurs points, l'actionnement de l'une d'entre elles ne permet pas la manœuvre inverse par une autre.

Ces équipements respectent les dispositions réglementaires et les normes en vigueur.

5.2 Evacuation

Les locaux sont aménagés pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées. Les issues de secours offrent au personnel des moyens de retraite.

Les bureaux du bâtiment existant, directement associées au local cuir et tissus, dispose d'une issue de secours qui donne sur l'extérieur du bâtiment.

Les issues de secours sont munies d'un dispositif anti-panique et d'un système assurant leur fermeture automatique. Elles ont le même degré de résistance au feu que les parois qu'elles traversent.

Elles s'ouvrent vers l'extérieur et restent manœuvrables en toutes circonstances. Leur accès est en permanence dégagé et accès balisé. Leurs manœuvres ne sont pas gênées par des obstacles.

5.3 Eclairage – Ventilation – Chauffage

La surface dédiée à l'**éclairage zénithal** n'excède pas 10 % de la surface totale de la couverture. Les matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet d'optique sont proscrits (effet lentille). Si ces bandeaux d'éclairement participent à l'évacuation des fumées (fusibles), ils ne produisent pas de gouttes enflammées lors de leur fusion.

Pour l'**éclairage artificiel**, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés ou sont protégés contre les chocs. Ils sont installés de façon à ne pas provoquer un échauffement des revêtements isolants thermiques et des matières entreposées. L'éclairage de sécurité est conforme aux dispositions réglementaires en vigueur.

Les locaux sont convenablement **ventilés** pour éviter tout risque d'atmosphère explosive ou nocive. Les dispositifs de ventilation sont conçus en vue d'éviter la propagation horizontale du feu.

Les **appareils de chauffage** ne comportent pas de flamme nue. Ils fonctionnent à l'eau chaude, à la vapeur ou tout autre dispositif présentant un niveau de sécurité équivalent.

5.4 Arrêt d'urgence

Les installations sont équipées d'arrêts d'urgence indépendants des systèmes de conduite et à sécurité positive. Leurs commandes sont implantées de façon que le personnel puisse prendre les mesures conservatoires en toute sécurité lors d'un accident. Elles sont faciles d'accès et signalées. Au besoin, l'alimentation électrique de ces dispositifs est secourue.

Article 6 Règles d'exploitation

6.1 Personne compétente

L'exploitation, le suivi, l'entretien et les réparations des installations et des équipements sont effectués par une personne ou une entreprise compétente nommément désignée par l'exploitant et ayant la connaissance des dangers liés aux installations et aux produits.

6.2 Suivi et contrôles

Les installations et les équipements sont conçus, disposés et aménagés de manière à faciliter tous les travaux d'entretien, de réparation et de nettoyage. Ils font l'objet d'un suivi régulier et sérieux attestant de leur maintien en bon état.

Les installations et les équipements sont soumis à des contrôles dont la nature et les échéances sont fonction des réglementations applicables, des normes en vigueur et des prescriptions du présent arrêté (nature des zones contrôlées, qualité du matériel employé...). Ils sont vérifiés avant leur première mise en service et après toute modification importante ou arrêt de longue durée. Dans tous les cas, l'exploitant procède à des visites périodiques.

Les installations susceptibles de présenter des risques particuliers (installations électriques, appareils de levage...) sont contrôlées au moins une fois par an par la personne compétente.

L'exploitant tient à jour un dossier des installations et des équipements qui comprend au moins :

- les caractéristiques techniques de construction, d'implantation et des modifications (plans de montage, schémas de circulation des fluides, schémas électriques...),
- les résultats des contrôles et des essais effectués et le suivi des opérations de maintenance.

6.3 Exploitation de la station de transit

6.3.1 Sous-produits admissibles

Les sous-produits admissibles sur la station de transit sont exclusivement limités à ceux énoncés ci-après dans la limite des volumes mentionnés à l'article 1^{er} du présent arrêté :

- Peausseries et cuirs (naturels, reconstitués...) ;
- Toiles, tissus, (PVC, polyuréthane...), coton, fibres cellulosiques ;
- Caoutchouc et matières plastiques (nylons, polyamides, polyester...) ;
- Accessoires de chaussures divers.

Tout apport de sous-produit, seul ou en mélange, qui présente un caractère dangereux (inflammable, explosible, comburant, corrosif, radioactif...), est interdit sur le site. Les seules exceptions admises à la liste précitée sont les fractions extraites des matières entrantes, réalisées à l'occasion des contrôles de conformité.

Les déchets d'emballages : palettes, bois, cartons, films, sangles... présents sur le site ne résultent pas d'opération de récupération mais de l'activité industrielle de l'établissement.

6.3.2 Fonctionnement de la station de transit

Toute manipulation ou stockage de sous-produits, sur la voie publique, est interdite.

Le personnel intervenant sur le site est formé sur la nature des produits présents dans l'établissement.

L'exploitant délimite des zones spécialement aménagées en fonction de la nature des produits entreposés.

Les sous-produits réceptionnés font l'objet d'un contrôle visuel systématique pour s'assurer de leur conformité avec le bordereau de réception.

Une procédure d'urgence est établie en cas d'identification de sous-produits non admissibles dans l'installation. Elle fait l'objet d'une consigne d'exploitation écrite. Cette dernière prévoit notamment l'information du producteur, le retour immédiat du produit vers ledit producteur ou l'expédition vers un centre de traitement autorisé, les conditions de stockage en l'attente d'expédition, et l'information de l'inspection des installations classées.

L'exploitant prend toutes dispositions pour éviter les envois d'éléments légers. Au besoin, les opérations de manipulation, conditionnement..., pouvant présenter cet inconvénient, sont exécutées sous abri.

Les transports s'effectuent dans des conditions propres à limiter les envols. En particulier, s'il est fait usage de bennes ouvertes, les produits légers non conditionnés sont couverts (bâche, filet...) avant leur départ de l'établissement.

Les chargements de sous-produits (bennes, containers...) réceptionnés sur le site sont entreposés dès leur arrivée par filière dans la continuité de l'opération de collecte en vue de leur valorisation.

Les refus suite aux contrôles ainsi que les produits en attente d'enlèvement sont conditionnés par catégorie conformément aux exigences des installations de valorisation ou d'élimination.

L'entreposage de piles de palettes vides à l'intérieur des bâtiments reste ponctuel et limité aux opérations en cours. La hauteur de stockage est limitée à 3 m.

6.4 Etat des stocks et conditions d'entreposage des sous-produits

L'exploitant tient à jour un **état des stocks** qui précise la localisation, la nature et la quantité des produits présents dans l'établissement.

Les documents nécessaires à la connaissance des risques liés aux produits (chimique, toxique, corrosif, inflammable...), notamment les fiches de données de sécurité prévues par le Code du Travail, sont disponibles avant leur réception. Ces documents sont faciles d'accès et disponibles pour le personnel concerné, les services de secours et l'inspection des installations classées.

Les emballages portent, en caractères très lisibles, l'identification des produits contenus et les symboles de dangers conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Les stockages des sous-produits admis dans l'établissement sont limités aux quantités suivantes :

- 600 m³ (350 t) dans le bâtiment existant ;
- 800 m³ (300 t) dans l'extension (nouveau bâtiment) ;
- 1 200 m³ (150 t) en extérieur.

Les entreposages des matières présentes sur site respectent les dispositions suivantes :

- les matières combustibles en extérieur sont stockées à une distance à 10 m des bâtiments et sont entreposées dans des conditions propres à éviter la propagation d'un incendie ;
- les cuirs et les matières à plus faible potentiel calorifique (les moins combustibles) sont entreposés de manière privilégiée dans le bâtiment existant. Les produits à fort potentiel combustible (matières plastiques...) sont stockés dans le bâtiment nouveau ;
- aucun produit dangereux n'est entreposé à moins de 10 m des matières combustibles. Toute disposition équivalente peut être admise sur justification de l'exploitant.

6.5 Suivi de l'activité

Toute prise en charge de sous-produits fait l'objet d'un suivi qui garantit la traçabilité de l'activité et la destination finale.

6.5.1 Enregistrements

Chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant

- la date ;
- le nom du producteur ;
- la nature et la quantité de déchets ;
- l'identité du transporteur, le numéro d'immatriculation du véhicule ;

- ainsi que les observations éventuelles résultant du contrôle des entrants.

Chaque sortie fait l'objet d'un enregistrement précisant :

- la date ;
- le nom de l'entreprise de valorisation ou d'élimination ;
- la nature des valorisation opérées ;
- la nature et la quantité du chargement ;
- l'identité du transporteur.

Les registres où sont consignées ces données sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une durée minimum de 5 ans.

6.5.2 Bilan d'activité

Au plus tard le 1er mars de chaque année, l'exploitant adresse à l'inspecteur des installations classées une **synthèse commentée du bilan d'activité de la station de transit** pour l'année précédente qui précise par catégorie de sous-produits :

- les quantités reçues ;
- les filières de valorisation (destination) des sous-produits regroupés ;
- les commentaires sur les dysfonctionnements observés et les mesures prises pour y remédier.

Titre III : Sécurité

Article 7 Sécurité et interventions

7.1 Installations électriques

Les **installations électriques** respectent les dispositions du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques. Les adjonctions, modifications, réparations et entretiens des installations électriques sont exécutés dans les mêmes conditions par un personnel qualifié, avec un matériel approprié.

A l'intérieur des zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives, le matériel électrique est réduit au strict besoin de fonctionnement des installations. Il respecte les dispositions de l'arrêté du 31 mars 1980. Ces zones sont repérées sur un plan régulièrement mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de **l'électricité statique et des courants de circulation**. Toutes les structures et tous les appareils comportant des masses métalliques sont reliés par des liaisons équipotentielles et mis à la terre. Les dispositifs de prise de terre sont conformes aux normes en vigueur.

L'établissement est efficacement protégé contre les effets de la **foudre**. Les dispositifs de protection spécifiques, éventuellement nécessaires, sont conformes aux normes en vigueur.

7.2 Moyens de lutte contre l'incendie

L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques qu'il présente :

- équipements d'intervention pour le personnel ;

- réserves suffisantes de **produits et matières consommables** nécessaires à la protection de l'environnement (produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...) ;
- **moyens de défense** contre l'incendie (plans, extincteurs...) ;
- **1 hydrant** au moins (poteau ou borne incendie...) capable de fournir un débit 120 m³/h sous une pression dynamique minimum de 1 bar. L'hydrant est d'un modèle incongelable ou protégé contre le gel.

L'exploitant s'assure de la disponibilité du réseau d'incendie. En particulier, les dispositifs d'alimentation des réseaux d'extinction fonctionnent en toutes circonstances dans les conditions précitées (débit...).

Les moyens de lutte contre l'incendie sont judicieusement répartis dans l'établissement. Les équipements de protection individuelle sont conservés à proximité de leurs lieux d'utilisation, en dehors des zones dangereuses.

Ces matériels sont en nombres suffisants et immédiatement disponibles. Leurs emplacements sont signalés et leurs accès sont maintenus libres en permanence. Ils sont reportés sur un plan tenu à jour.

Tous les matériels de sécurité et de secours sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont régulièrement entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement. Ils font l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié.

L'exploitant tient à la disposition des services d'incendie et de secours les informations nécessaires à la rédaction des plans de secours qu'ils établissent.

7.3 Consignes

Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, l'exploitant établit un règlement de sécurité qui fixe les comportements à observer dans l'enceinte de l'établissement. Ce document comprend les consignes de sécurité et d'exploitation du site aussi bien en fonctionnement normal que dégradé.

Les **consignes de sécurité** sont établies pour maîtriser les opérations dangereuses, faire face aux situations accidentelles, mettre en œuvre les moyens d'intervention et d'évacuation et appeler les moyens de secours extérieurs. Ces documents, tenus à jour et accessibles à proximité des zones concernées, précisent notamment :

- les procédures d'arrêt d'urgence des installations ;
- les moyens d'intervention et de protection à utiliser en fonction des risques ;
- la conduite à tenir et les mesures d'urgence à prendre en cas d'accident (incendie, explosion, déversement accidentel de liquides...) ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, du centre antipoison... ;
- les interdictions de fumer et d'apporter du feu sous une forme quelconque.

Les **consignes d'exploitation** comportent explicitement les instructions de conduite des installations (fonctionnement normal, démarrage, maintenance, modification, essais) de façon à respecter en toutes circonstances les dispositions du présent arrêté. Ces documents, tenus à jour, sont accessibles à tous les membres concernés du personnel.

7.4 Formation du personnel

L'exploitant veille à la formation et à la qualification de son personnel notamment dans le domaine de la sécurité. Il s'assure que le personnel concerné connaît les risques liés aux produits manipulés, les installations utilisées et les consignes de sécurité et d'exploitation.

7.5 Autorisation de travail - Permis de feu

Les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'une autorisation de travail et/ou d'un permis de feu dûment signé par la personne compétente. Cette autorisation évalue les risques présentés par les travaux et fixe les conditions de l'intervention (matériel à utiliser, mesures de prévention, moyens de protection). A l'issue de l'intervention et avant la reprise de l'activité, un contrôle de la zone de travail est effectué par l'exploitant ou son représentant.

Titre IV : Nuisances

Article 8 Prévention de la pollution des eaux

8.1 Prélèvements et consommations

Les installations de prélèvement d'eau sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs des quantités prélevées. Les réseaux d'alimentation (publics et intérieurs) sont protégés contre les risques de contamination par la mise en place de dispositifs de disconnection adaptés.

La réfrigération en circuit ouvert est interdite.

La réalisation ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.

8.2 Collecte et traitements des effluents liquides

Le site dispose de réseaux séparatifs pour la collecte des eaux sanitaires et pluviales.

Tout rejet direct ou indirect dans une nappe souterraine est interdit. Les effluents sont traités conformément aux dispositions de cet article ou sont des déchets industriels à éliminer dans des installations autorisées à cet effet.

Les **eaux sanitaires** sont traitées conformément à la réglementation en vigueur.

L'établissement ne procède à **aucun rejet d'eau industrielle ou de lavage** de véhicules ou de surfaces imperméabilisées.

8.3 Eaux pluviales

Les **eaux pluviales des toitures** sont directement envoyées dans le réseau pluvial qui dessert la zone industrielle.

Les **eaux de ruissellement provenant des autres surfaces** imperméabilisées de l'établissement (voies de circulation, aires de stationnement, zones de stockage des déchets...) transitent, avant rejet dans le réseau pluvial de la zone industrielle, dans un séparateur d'hydrocarbures dont le dimensionnement est réalisé selon les règles de l'art. Ce dispositif est régulièrement entretenu conformément aux recommandations du constructeur. Ses rejets présentent une teneur maximum en hydrocarbures totaux de 10 mg/l (norme NF T 90114).

Les résidus de ce traitement sont éliminés en tant que déchets.

L'exploitant s'assure de la compatibilité des rejets d'eaux pluviales du site avec les capacités d'évacuation du réseau pluvial récepteur. Au besoin, le débit du rejet est régulé.

8.4 Prévention des pollutions accidentelles

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulations des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les produits de nature chimique différente, dont le mélange est susceptible d'être à l'origine de réactions dangereuses, sont entreposés dans des conditions qui évitent tout risque de mélange.

Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention étanche dont le volume utile est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs.

Pour les stockages exclusivement constitués de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. Cet alinéa ne s'applique pas aux liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants.

Des réservoirs ou récipients contenant des matières susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même capacité de rétention.

Les ouvrages résistent à la pression des fluides et à l'action chimique des produits contenus. Ils sont maintenus en permanence propres et vides de tout matériel ou fluide susceptible d'en limiter le volume.

Le stockage et la distribution de gazole sont réalisées sous abri dans une capacité de rétention.

Article 9 Prévention de la pollution atmosphérique

9.1 Limitations des émissions

Des mesures sont prises pour éviter la dispersion des poussières. Au besoin, les opérations susceptibles de dégager des poussières (manutention, transvasement, conditionnement des matières, transport...) sont raccordées à des dispositifs de traitement (captation à la source, capotage, rejet canalisé, installation de dépoussiérage...).

Le broyeur de matières plastiques est capoté. Les opérations de broyage des matières plastiques sont exécutées dans un bâtiment fermé équipé d'un dispositif d'aspiration, au besoin raccordé à une installation de dépoussiérage.

Les débouchés à l'atmosphère sont placés le plus loin possible des habitations.

Lors des manutentions des produits pulvérulents, la hauteur de déversement n'excède pas 2 m.

Les équipements et aménagements correspondants satisfont à la prévention des risques d'incendie et d'explosion.

Les véhicules en circulation dans l'établissement ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussières ou de matières sur les voies de circulation publiques.

9.2 Rejets atmosphériques canalisés

La concentration des rejets de chaque source canalisée est limitée à 40 mg/Nm³. Le flux rejeté par l'ensemble des sources canalisées est inférieur à 2 kg/h.

Le rejets des sources canalisées s'effectue en toiture avec un dépassement de 1 m du faîtage des bâtiments. La vitesse d'éjection des poussières est au minimum de 5 m/s.

9.3 Contrôles des rejets

Les dispositifs des rejets canalisés et les points de mesure et de prélèvement sont aisément accessibles pour des interventions en toute sécurité. Ces derniers sont implantés, conformément aux normes en vigueur, dans une section dont les caractéristiques permettent de réaliser des mesures représentatives des teneurs en polluants.

L'exploitant s'assure, en permanence, du respect des dispositions ci-dessus en réalisant des contrôles qu'il aura définis en fonction de ses installations et de la réglementation en vigueur.

Article 10 Bruits et vibrations

10.1 Principes généraux

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, sont conformes à la réglementation en vigueur. Les engins de chantier sont notamment conformes à un type homologué.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs,...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

10.2 Limitation des niveaux sonores

Les installations susceptibles d'être bruyantes, en particulier l'atelier de broyage des matières plastiques..., sont implantées dans des locaux dont la situation géographique dans l'établissement les situe à l'opposé des habitations des riverains.

Les équipement susceptibles d'être bruyants comme le broyeur de matières plastiques sont capotés.

L'établissement est autorisé à fonctionner uniquement les jours ouvrés pendant la période diurne au sens de l'article 10.4 ci-après. Aucun équipement ou installation ne fonctionne en dehors des périodes précitées.

10.3 Emergences

Les bruits émis par les installations respectent les émergences maximales énoncées ci-après dans les zones à émergence réglementée au sens de l'arrêté du 23 janvier 1997 :

5 dB (A) pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés, lorsque le niveau de bruit ambiant est supérieur à 45 dB (A),

6 dB (A) pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés, lorsque le niveau de bruit ambiant est supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A).

10.4 Niveaux de bruit limites

En aucun cas, les niveaux sonores n'excèdent, du fait de l'établissement, les valeurs fixées ci-après :

Emplacements en Limites de propriété	Niveaux limites admissibles de bruit Leq en dB (A)
	Période de jour 7h00 à 22h00 sauf dimanches et jours fériés
Tout point	55

10.5 Contrôle des niveaux sonores

L'exploitant s'assure, en permanence, du respect des dispositions ci-dessus en réalisant des contrôles qu'il aura définis en fonction de ses installations et de la réglementation en vigueur.

Les mesures de bruits doivent être représentatives de l'activité de l'établissement comprenant notamment les opérations de conditionnement (broyeur, presse à balles...) et les opérations de manutention des déchets.

Article 11 Déchets

11.1 Principes généraux

Les déchets et les sous-produits d'exploitation non recyclés ou valorisés sont éliminés dans des installations autorisées conformément au titre 1er du livre V du Code de l'environnement.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

11.2 Stockages et enlèvement

La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

Dans l'attente de leur élimination, les déchets et résidus sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention des envols, des infiltrations, des odeurs,...).

Sans préjudice de la responsabilité propre du transporteur, l'exploitant s'assure que le conditionnement des déchets ainsi que les modalités d'enlèvement et de transport sont compatibles avec les déchets enlevés, de nature à respecter l'environnement et conformes aux réglementations en vigueur.

11.3 Déchets particuliers

Les déchets d'emballage sont soumis aux dispositions du décret n° 94.609 du 13 juillet 1994. Ils ne peuvent être que valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie dans des installations agréées au titre du décret susvisé soit directement par le détenteur, soit après cession à un intermédiaire assurant une activité de transport, négoce ou courtage régulièrement déclarée auprès du préfet. Ils ne doivent pas être mélangés à d'autres déchets susceptibles de compromettre leur valorisation.

11.4 Contrôle de l'élimination des déchets

L'exploitant est toujours en mesure de justifier de l'élimination de ses déchets à l'aide de tout document tel que bon de prise en charge ou certificat d'élimination délivré par l'entreprise de collecte, de valorisation ou de traitement à laquelle il a fait appel.

Titre V : Prescriptions particulières applicables à certaines installations

Article 12 Stockage et distribution de gasoil

L'installation de **distribution de gasoil** destinée à alimenter les engins de manutention (réservoir aérien de 600 l avec son poste de distribution) est implantée, **à l'abri**, à une distance de 10 m au moins (ou toute mesure de protection équivalente) de tout dépôt de matières combustibles.

L'installation est équipée d'une **capacité de rétention** adaptée et d'un **bac de récupération** des égouttures sous les bouches de remplissage et de distribution. L'étanchéité des installations est contrôlée périodiquement.

Les canalisations de liaison comportent des dispositifs de sectionnement permettant d'isoler le réservoir. Les raccords non soudés sont placés dans endroits visibles et accessibles. Aucune tuyauterie flexible n'est intercalée entre la cuve et son organe d'isolement. Les organes de sécurité sont toujours manœuvrables.

Le réservoir dispose d'un **d'évent** correctement dimensionné dont le tube, fixé au-dessus du niveau maximal de liquide, comporte un minimum de coudes sans vanne ni obturateur. Il est visible depuis le point de livraison et protégé de la pluie. L'évent débouche dans une zone suffisamment ventilée pour éviter les atmosphères explosives.

Le réservoir est équipé d'une **mesure de son niveau** de liquide. Les opérations de remplissage font l'objet d'une procédure et sont réalisées en présence de l'exploitant.

La distribution du carburant par gravité n'est pas autorisée. L'installation comporte un dispositif de **coupure générale** des matériels électriques placé en un endroit facilement accessible. Elle dispose des équipements suivants :

- ancrages au sol et protection contre les agressions (heurts, incendie, corrosion...) ;
- système évitant les effets siphon ;
- système homme mort (fonctionnement nécessitant une action manuelle permanente) ;
- utilisation de flexibles conformément aux normes en vigueur.

Titre VI : Compte rendu d'exploitation

Article 13 Compte rendu annuel

Au plus tard le 1^{er} mars de chaque année, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un bilan d'activité des installations précisant :

- La synthèse du bilan d'activité (article 6.5.2).

Article 14 Echéancier des travaux

Les travaux énoncés ci-après sont réalisés dans les délais prévus au présent échéancier :

Article	Nature des travaux	Date
Art 4.4	Surélévation du mur en vis à vis de la société NICOLL	6 mois

Article 15 Dispositions générales concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs

En aucun cas, ni à aucune époque, les conditions précitées ne peuvent faire obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs ni être opposées aux mesures qui peuvent être régulièrement ordonnées dans ce but.

Article 16 Un exemplaire du présent arrêté doit être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement par le pétitionnaire.

Article 17 Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de CHOLET et un extrait, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la porte de ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le maire de CHOLET et envoyé à la préfecture.

Article 18 Un avis, informant le public de la présente autorisation, est inséré par les soins de la préfecture et aux frais de M. le Gérant de la SARL Ets BRONGNIART dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 19 Le texte complet du présent arrêté peut être consulté à la préfecture et à la mairie de CHOLET.

Article 20 Les dispositions du présent arrêté se substituent aux prescriptions techniques des textes suivants :

- récépissé de déclaration du 19 septembre du 19 septembre 1977 pour les activités de broyage et de dépôt de caoutchouc, élastomères... ;
- arrêté préfectoral D3 – 96 n° 846 du 21 août 1996 autorisant à exploiter une station de transit et de tri de déchets industriel à CHOLET.

Article 21 Le Secrétaire Général de la préfecture, le Sous Préfet de CHOLET, le Maire de CHOLET, les Inspecteurs des installations classées et le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, établi en deux exemplaires originaux.

Fait à ANGERS, le 21 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général de la préfecture

signé : Jean-Jacques CARON

Délai et voie de recours : Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du livre V du code de l'environnement, la présente décision qui est soumise à un contentieux de pleine juridiction peut être déférée au tribunal administratif de NANTES. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence du jour de la notification de la présente décision. Ce délai est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté.